

RAPPORT 2016 SUR LES DROITS DE L'HOMME - MAURITANIE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La Mauritanie est une république islamique très centralisée qui a pour chef d'État un président et dont la Constitution s'inspire à la fois du droit civil français et de la charia (la loi islamique). Le Sénat et l'Assemblée nationale exercent des fonctions législatives mais ont eu relativement peu de pouvoir par rapport à l'exécutif. Les électeurs élisent les conseillers municipaux qui, à leur tour, élisent les sénateurs. En 2014, Mohamed Ould Abdel Aziz a été réélu à la présidence par la population pour un deuxième et dernier mandat de cinq ans. En 2013, l'Union pour la République (UPR), le parti auquel appartient le président, a remporté 76 des 147 sièges de l'Assemblée nationale au terme d'élections législatives directes, que certains partis de l'opposition ont boycottées. Plusieurs partis politiques, parmi lesquels ne figurait cependant aucun des grands partis de l'opposition, sont convenus fin octobre de tenir un référendum sur des projets d'amendement de la Constitution. À la fin de l'année, ce référendum n'avait pas encore eu lieu.

Les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace des forces de sécurité.

Les principaux problèmes sur le plan des droits de l'homme ont été les suivants : le recours à la torture par des membres des forces de l'ordre, les arrestations arbitraires, les détentions provisoires de longue durée et au secret, les conditions carcérales dures, surpeuplées et dangereuses, la persistance de l'esclavage et des pratiques qui s'y rapportent et la traite des personnes. Les atteintes à la liberté de la presse et à la liberté d'association et de conscience ont également été préoccupantes.

Parmi les autres problèmes signalés dans le domaine des droits de l'homme figurent l'incarcération de mineurs en compagnie de détenus adultes, l'influence du gouvernement sur le pouvoir judiciaire, les limites arbitraires imposées à la liberté de réunion, la corruption des pouvoirs publics et les restrictions de la liberté de religion. Seuls les musulmans ont droit à la citoyenneté. Les violences sexistes à l'égard des femmes et des filles, la discrimination à l'égard des femmes, les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E), les mariages précoces ou forcés, la marginalisation politique des groupes ethniques subsahariens (non arabes) et de la caste des descendants d'esclaves (les Haratines), la discrimination raciale et ethnique, la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) et des personnes atteintes du VIH-sida, le

travail des enfants, et l'application inadéquate et sélective des lois, notamment de celles sur le travail, ont également été signalés.

Le gouvernement a pris de modestes mesures en vue de sanctionner les agents de l'État qui s'étaient rendus coupables d'exactions et a engagé des poursuites contre certains d'entre eux, mais ces agents ont souvent agi en toute impunité. Des organisations de la société civile ont dénoncé le faible nombre d'inculpations prononcées.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée.

b. Disparitions

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent la torture, mais des organisations non gouvernementales (ONG) ont signalé que des agents des forces de sécurité et des forces de l'ordre avaient torturé certains de leurs membres. Il s'agissait notamment de passages à tabac, de mises à nu et de privations d'aliments. Il y a aussi eu des informations crédibles faisant état de torture, coups et sévices infligés dans des centres de détention de la police, plusieurs prisons du pays et des installations militaires et de la gendarmerie. Des prévenus ont indiqué que la police les avait emmenés à la plage, les avait en partie enterrés et leur avait fait subir des simulacres d'exécution. D'autres personnes ont déclaré devant des tribunaux avoir reçu des coups ou été attachées à des chaises pendant plusieurs jours d'affilée.

En août 2015, le gouvernement a adopté une loi contre la torture qui prévoit la mise en place d'un mécanisme de prévention. Cette loi stipule que la torture, les actes de torture et les châtiments inhumains ou dégradants sont des crimes contre l'humanité imprescriptibles. La loi porte spécifiquement sur ce qui se passe dans

les prisons, les centres de réadaptation des mineurs en conflit avec la loi, les lieux de garde à vue, les établissements psychiatriques, les centres de détention, les zones de transit et les postes frontaliers.

En avril, le gouvernement a mis en place le Mécanisme national de prévention de la torture (MNP), organe gouvernemental indépendant chargé d'enquêter sur des allégations crédibles de torture. À la fin de l'année, le gouvernement n'avait pas encore ouvert d'enquête.

Le 9 août, l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA), une ONG œuvrant contre l'esclavage et pour « les droits des Haratines », a fait savoir que 13 de ses membres avaient été torturés. Ces individus avaient été arrêtés et condamnés à la suite d'une émeute qui avait eu lieu à Nouakchott le 29 juin et au cours de laquelle plusieurs policiers avaient été blessés. L'IRA s'est plainte du fait que les autorités avaient arrêté et détenu au secret ces militants pendant près de deux semaines, la durée maximale autorisée par la législation antiterroriste. L'IRA a également fait savoir que ses militants avaient été régulièrement soumis à la torture et à des brimades en garde à vue. Certains prévenus de l'IRA ont déclaré ne pas avoir été torturés tandis que d'autres ont dit l'avoir été et ont nommé leurs bourreaux présumés. Lors de leur procès, le 3 août, Moussad Ould Bilal Ould Biram, le premier prévenu interrogé, a déclaré avoir subi de lourdes tortures et Abdellahi Ould Maatallah, le prévenu qui a fait la déposition suivante, a également déclaré avoir reçu des coups et été insulté. Les arrestations ont eu lieu pendant le Ramadan et de nombreux prévenus ont rapporté que la police ne les avait pas nourris après la fin du jeûne au coucher du soleil. Les prévenus, leurs avocats et plusieurs autres membres de l'IRA ont dit avoir signalé à maintes reprises aux autorités et au MNP ces allégations sans que l'administration pénitentiaire, le MNP ou le procureur n'y donnent suite.

Le 7 décembre, le site Web d'information *al-Akhbar* a rapporté que des mineurs détenus à la prison centrale de Nouakchott étaient régulièrement torturés. L'administration pénitentiaire a rejeté cette allégation.

Le 2 février, le site Web d'information *Cridem* a signalé que le Rapporteur de l'ONU sur la torture et les autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants avait, après une visite de 10 jours en Mauritanie, demandé aux autorités d'appliquer les lois existantes et de protéger les suspects et détenus contre la torture et les mauvais traitements. D'après *Cridem*, le Rapporteur de l'ONU a déclaré que certains prisonniers, notamment des terroristes salafistes, étaient torturés mais les autorités n'ont mené aucune enquête à ce sujet.

L'Organisation des Nations Unies a fait savoir qu'au 20 décembre, elle avait reçu deux accusations d'exploitation et de sévices sexuels impliquant des casques bleus mauritaniens et portant sur des faits qui se seraient produits pendant l'année écoulée. Ces allégations visaient des membres du personnel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. D'après l'ONU, à la fin de l'année, les deux allégations devaient faire l'objet d'enquêtes de l'ONU et du gouvernement mauritanien.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions d'incarcération étaient dures et délétères. Dans l'ensemble du pays, l'administration pénitentiaire a regroupé dans des même lieux des prisonniers condamnés à des peines très différentes. Des personnes placées en détention provisoire ont souvent été détenues dans les mêmes locaux que des prisonniers condamnés. De nombreux trafics de drogue ont eu lieu entre prisonniers. Le gouvernement a reconnu que l'insuffisance des contrôles de sécurité imposés aux visiteurs en était la cause. Il est souvent arrivé que des prisonniers se rebellent et refusent d'obéir aux autorités pour protester contre la violence et les traitements inhumains infligés par les gardiens. De mauvaises conditions de sécurité et le fait que des détenus dangereux partageaient des cellules avec d'autres moins dangereux ont obligé les prisonniers à vivre dans un climat de violence et certains ont dû payer d'autres prisonniers pour éviter d'être brutalisés ou harcelés. Les associations de défense des droits de l'homme ont continué de signaler que les prisons étaient surpeuplées et manquaient d'installations sanitaires et médicales adéquates.

Conditions matérielles : En 2015, l'Observatoire mauritanien des droits de l'homme a indiqué qu'il y avait sept grands établissements pénitentiaires, quatre à Nouakchott et trois dans l'intérieur du pays. Il a continué de dénoncer les mauvaises conditions qui régnaient dans ces prisons. Il y avait deux prisons réservées aux femmes, une dans la capitale, Nouakchott, et l'autre dans la deuxième ville du pays, Nouadhibou. La plupart des surveillants étaient des hommes ; il y avait une grave pénurie de femmes surveillantes. Des gardiens de sexe masculin ont assuré la sécurité dans les prisons de femmes car cette tâche a été confiée à la Garde nationale (exclusivement composée d'hommes) dans l'ensemble du pays. On trouvait dans les prisons des femmes surveillantes, qui ne faisaient pas partie de la Garde nationale. Une ONG italienne a administré un centre de détention pour mineurs, le seul établissement presque conforme aux

normes internationales. À ces prisons s'ajoutent des centres de détention situés dans les postes de police de l'ensemble du pays.

Le surpeuplement carcéral a perduré. La prison de Dar Naïm, principal établissement pénitentiaire civil de Nouakchott, pouvait accueillir en principe 300 détenus, mais en comptait 595, dont 239 condamnés et 356 personnes en détention provisoire. Les personnes en détention provisoire étaient fréquemment détenues avec des prisonniers condamnés et souvent dangereux. Il est fréquemment arrivé que des gardiens de sexe masculin surveillent les détenues de la prison pour femmes de Nouakchott, pratique critiquée par la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Les conditions de détention des femmes étaient généralement meilleures que celles des hommes. Selon des responsables de l'administration pénitentiaire, la prison pour femmes de Nouakchott était nettement moins surpeuplée.

La prison de Salah ad Dine, une installation de sécurité maximale située dans l'Adrar, est restée ouverte. Des prisonniers condamnés pour des infractions liées au terrorisme y ont été détenus au secret.

En raison de la détérioration des conditions d'incarcération, les autorités ont fermé le centre de détention pour mineurs de Beila et transféré 62 jeunes âgés de 15 à 17 ans à la prison centrale de Nouakchott et 15 autres à la prison de Nouadhibou. Les mineurs ont été en contact avec des prisonniers adultes, y compris certains qui avaient été condamnés pour des infractions liées au terrorisme et d'autres crimes violents. Le ministère de la Justice a parfois confié temporairement la garde d'enfants de prisonniers à un autre membre de la famille afin qu'ils ne soient pas privés de liberté.

Les autorités ont signalé le décès de sept détenus pendant l'année. Deux d'entre eux sont morts de maladies infectieuses. Les familles des détenus décédés ont le droit de demander une autopsie. Une seule autopsie a été demandée au cours de l'année écoulée. Elle a établi que le détenu en question était mort de causes naturelles.

D'après l'Observatoire mauritanien des droits de l'homme, l'accès de la plupart des prisonniers à l'alimentation a généralement été inadéquat, ainsi que les conditions sanitaires dans les cuisines des établissements pénitentiaires. Les installations et le personnel médicaux étaient tout aussi inadéquats, en particulier à la prison pour hommes de Dar Naïm et à la prison centrale. Le gouvernement a alloué un budget d'environ 600 ouguiyas (1,71 dollar É.-U.) par jour et par

prisonnier au titre de l'alimentation et des fournitures médicales. La plupart des insuffisances s'expliquaient par la corruption généralisée qui règne dans le système pénitentiaire, la contrebande de médicaments et la pénurie de personnel médical qualifié. Dans de nombreux lieux de détention et cellules, la ventilation, l'éclairage et l'approvisionnement en eau potable étaient soit inadéquats soit inexistants.

Administration pénitentiaire : Les efforts visant à améliorer la tenue des registres ont continué de progresser lentement. Des ONG locales ont continué à signaler que les responsables de l'administration pénitentiaire égaraient souvent les dossiers des prisonniers, ce qui a donné lieu à certains reports de remise en liberté. En janvier, à la prison centrale de Nouakchott, des prisonniers qui avaient purgé leur peine ont déclenché une émeute quand les autorités ne les ont pas libérés à la date prévue.

Il n'existait pas de médiateur indépendant dans le système carcéral, mais les prisonniers avaient le droit de déposer des plaintes pour mauvais traitements auprès de la CNDH. La réglementation permettait aussi aux détenus de choisir un des leurs pour les représenter auprès de l'administration, ce qu'ils ont fait de temps à autre.

À partir du 1^{er} mai, des visites d'imams aux détenus ont été organisées trois fois par semaine, alors qu'elles n'avaient lieu que toutes les semaines auparavant. L'administration pénitentiaire a choisi toutes les semaines un imam chargé de mener la prière du vendredi dans toutes les prisons.

Le gouvernement a pris connaissance des allégations de conditions inhumaines, mais a rarement pris des mesures correctives.

Surveillance indépendante : Les pouvoirs publics ont autorisé des ONG, des diplomates et des observateurs d'organismes internationaux de défense des droits de l'homme à se rendre dans les prisons et les centres de détention. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a eu un accès illimité aux prisons et y a effectué de nombreuses visites, y compris auprès de terroristes présumés. Il a coopéré avec les autorités pénitentiaires en vue d'améliorer les conditions de détention et le traitement des prisonniers, en rénovant l'infrastructure et en apportant une assistance alimentaire et médicale, de l'eau et des services d'assainissement, en prodiguant des conseils sur la gestion des prisons et en mettant en place des garanties juridiques relatives à la protection des droits des prisonniers et aux contacts avec les familles. Le CICR a visité fréquemment la prison de Dar Naïm et la prison centrale de Nouakchott, ainsi que les prisons d'Aleg, de Selibaby et de Kaedi. Les autorités pénitentiaires ont continué

d'autoriser des diplomates à se rendre dans plusieurs prisons de Nouakchott, où ils ont pu s'entretenir avec des détenus et des membres du personnel.

Améliorations : En août, le CICR a rénové et équipé la prison de Kaedi. La Fondation Noura, une ONG, a dispensé une formation à l'assainissement et à l'hygiène dans les prisons de Nouakchott et Aleg. Caritas Mauritanie a ouvert une bibliothèque à la prison de Dar Naïm pour permettre aux prisonniers de lire. Cette organisation a également mis en place un programme de sensibilisation destiné à lutter contre la transmission de maladies infectieuses comme le VIH-sida, le paludisme et la tuberculose.

Le ministère de la Justice a pris plusieurs mesures en vue d'améliorer les conditions et de réduire le surpeuplement, notamment en renvoyant des prisonniers étrangers dans leur pays d'origine, en accordant des amnisties, en commuant des peines et en libérant sous conditions des prisonniers condamnés pour des délits mineurs. À Nouadhibou, l'administration pénitentiaire a placé les détenues dans des locaux à part situés dans l'enceinte de la prison principale.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais les autorités n'ont pas respecté ces interdictions. Dans certains cas, les autorités ont arrêté et détenu arbitrairement des manifestants, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes (voir section 2.a.).

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, qui relève du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, est chargée de l'application de la loi et du maintien de l'ordre dans les zones urbaines. La Garde nationale, qui relève elle aussi du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, exerce des fonctions policières limitées dans le cadre de ses attributions en temps de paix, qui consistent à assurer la sécurité des installations gouvernementales, y compris des prisons. Par exemple, les autorités régionales peuvent y faire appel pour rétablir l'ordre public pendant des émeutes et d'autres troubles importants. La gendarmerie, groupe paramilitaire spécialisé relevant du ministère de la Défense, est chargée du maintien de l'ordre public dans les régions métropolitaines, ainsi que des services de police en milieu rural. La dernière en date des forces de police du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, le Groupement général de la sécurité des routes, est chargée de la sécurité routière et dispose de points de contrôle dans l'ensemble du pays.

Les forces de police étaient mal rémunérées, mal formées et mal équipées. La corruption et l'impunité ont constitué de graves problèmes. La police et les gendarmes ont régulièrement exigé des pots-de-vin aux barrages routiers établis de nuit à Nouakchott et aux points de contrôle entre les villes. Il a été signalé à de nombreuses reprises que des policiers arrêtaient des personnes — souvent sans cause probable — à ces barrages et les détenaient arbitrairement pendant plusieurs heures ou toute la nuit.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi exige que des mandats d'arrestation soient délivrés en bonne et due forme, ce qui a cependant rarement été le cas. Les autorités n'ont généralement pas informé les détenus des chefs d'accusation portés contre eux avant la fin d'une enquête. La loi exige que dans la plupart des cas, les tribunaux examinent la légalité de la détention d'une personne dans les 48 heures suivant son arrestation, mais la police peut prolonger cette période de 48 heures supplémentaires et, dans les affaires de terrorisme national, un procureur ou un tribunal peut prolonger de 15 jours supplémentaires une détention. Les autorités ont généralement respecté cette limite de détention de deux semaines pour l'inculpation ou la remise en liberté des personnes soupçonnées de terrorisme dans des affaires de sécurité nationale. Ce n'est qu'après l'inculpation par le procureur que le suspect a le droit de prendre contact avec un avocat. La loi stipule que les accusés indigents ont droit à un avocat aux frais de l'État, mais il est souvent arrivé qu'aucun défenseur juridique ne soit disponible ou que les avocats ne parlent pas la langue du prévenu. Il existe un système de libération sous caution, mais les juges ont parfois refusé arbitrairement de telles demandes ou ont fixé des cautions inhabituellement élevées.

Arrestations arbitraires : Il a été fait état de l'arrestation et de la détention arbitraires de journalistes (voir section 2.a). La police a arrêté des militants des droits de l'homme et des journalistes sans inculpation ou audition.

Détention provisoire : La détention provisoire prolongée a posé problème, mais on ne dispose pas de chiffres sur la durée moyenne de ce type de détention. Les forces de sécurité ont parfois arrêté des manifestants et les ont gardés pendant plus longtemps que la durée prévue par la réglementation, souvent parce qu'elles étaient dans l'incapacité de traiter les dossiers dans les délais requis ou de recueillir des aveux. La loi stipule que les autorités ne peuvent pas détenir un mineur pendant plus de six mois dans l'attente d'un procès. Toutefois, il a été signalé qu'un grand

nombre de personnes, dont des mineurs, restaient en détention provisoire pendant des durées excessives du fait de l'incompétence des services judiciaires.

Possibilité de contester la légalité de leur détention par les détenus devant un tribunal : Un détenu peut contester la légalité de sa détention devant un tribunal dans deux cas. Si la détention se prolonge au-delà de la durée légale, le détenu a le droit de porter plainte devant un tribunal contre l'administration de la prison ou l'autorité pénitentiaire qui l'a incarcéré. Deuxièmement, si le détenu refuse la peine qui lui a été attribuée, il a le droit d'intenter un recours auprès d'une cour d'appel ou de la Cour suprême.

e. Dénier de procès public et équitable

La Constitution et la loi prévoient l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais celui-ci n'a pas été autonome. Le pouvoir exécutif a continué à exercer une influence importante sur le système judiciaire car il est habilité à nommer les juges et à les démettre de leurs fonctions. Les observateurs ont souvent considéré que les juges étaient corrompus et peu qualifiés.

Procédures applicables au déroulement des procès

La loi garantit le respect des principes de procédure régulière et les prévenus sont présumés innocents. Les autorités sont légalement tenues de les informer des accusations portées contre eux mais le gouvernement n'a généralement pas respecté cette disposition. Les prévenus n'ont souvent eu connaissance des accusations portées contre eux qu'à la conclusion de l'enquête. Les autorités ont généralement fourni aux prévenus des services gratuits d'interprétation en fonction des besoins, mais la qualité de ces services a dans l'ensemble été médiocre. Les prévenus ont droit à un procès équitable et public. Ils ont aussi le droit d'être présents à leur procès. Tous les prévenus, y compris les indigents, ont le droit de se faire assister par un avocat, mais les autorités ont rarement appliqué cette disposition. De même, ils peuvent confronter ou interroger des témoins, présenter leurs propres témoins ainsi que des éléments de preuve, dans les affaires pénales comme civiles. Ils ont le droit d'être informés des preuves détenues par le procureur, bien qu'en pratique il leur ait été difficile de prendre connaissance de ces preuves. Les prévenus ont généralement eu suffisamment de temps et de possibilités pour préparer leur défense. Ils ont le droit de ne pas être contraints de faire de déposition ou d'avouer leur culpabilité, ainsi que de se pourvoir en appel. Ces droits sont accordés aux minorités et aux hommes, mais pas de manière égale aux femmes. La loi exige que les audiences et débats des tribunaux soient tenus en

arabe et des interprètes ne sont pas toujours mis à la disposition des prévenus qui ne comprennent pas cette langue. Certains juges bilingues s'adressent aux prévenus en français.

La charia constitue l'un des fondements du droit et des procédures judiciaires. Les tribunaux n'ont pas traité les femmes à égalité avec les hommes dans toutes les affaires dont ils ont été saisis.

Un tribunal spécial est saisi des affaires concernant les personnes de moins de 18 ans. Les mineurs qui ont comparu devant ce tribunal ont reçu des peines moins sévères que les adultes, et les circonstances atténuantes ont été davantage prises en compte. L'âge minimum pour qu'un enfant puisse être traduit en justice est de 12 ans. Les mineurs de 12 à 17 ans ont généralement purgé leurs peines dans des centres de détention pour mineurs, bien que plusieurs ONG se soient déclarées préoccupées par le fait que les autorités incarcèrent des jeunes délinquants aux côtés d'autres prisonniers, et notamment de prisonniers plus dangereux, dans la prison centrale de Nouakchott.

Le 3 août s'est ouvert le procès de 23 hommes inculpés à la suite d'une émeute qui avait eu lieu à Nouakchott le 29 juin et au cours de laquelle plusieurs policiers avaient été blessés. Le 23 août, la presse locale a révélé que la délégation de l'UE présente dans le pays avait qualifié de « sévère » le prétendu verdict et que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme avait déclaré que le procès était entaché d'irrégularités, accusation récusée par le procureur.

Prisonniers et détenus politiques

Le 18 août, la Cour criminelle de Nouakchott a condamné 13 membres de l'IRA à des peines allant de trois à 15 ans de prison ferme pour rébellion non armée, usage de la violence contre des forces de l'ordre, attroupement armé et appartenance à une organisation non reconnue. Ils ont généralement été considérés comme des prisonniers politiques, la cour ayant condamné certains d'entre eux en raison de leur seule appartenance à une organisation non reconnue. Il a été établi lors du procès que d'autres prévenus étaient présents lors de l'émeute mais n'avaient pas mené les violences et n'y avaient pas participé non plus. La cour a reconnu coupables et condamné d'autres individus pour leur prétendue participation à l'émeute alors qu'il a été établi lors du procès qu'ils n'étaient pas présents sur les lieux. Les autorités ont également inculpé dans le cadre de l'émeute 10 personnes n'appartenant pas à l'IRA. Sept d'entre elles ont été condamnées et trois acquittées et remises en liberté.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les plaintes déposées pour violation des droits de l'homme relèvent du Tribunal administratif. Des personnes ou des organisations peuvent se pourvoir en appel auprès des tribunaux internationaux régionaux. Des représentants d'ONG ont déclaré avoir collaboré avec le Tribunal, ajoutant qu'il n'était pas impartial. Il existe des voies de recours administratif et judiciaire devant la chambre sociale de la Cour d'appel et devant la Cour suprême. Des personnes peuvent intenter des poursuites auprès du Tribunal administratif et interjeter appel devant la Cour d'appel, puis devant la Cour suprême.

Restitution de biens

Des controverses en matière de propriété existent dans les régions du sud depuis que l'État a expulsé entre 1989 et 1991 des dizaines de milliers de Subsahariens non arabes établis dans la vallée du fleuve Sénégal (des Halpulaars, des Soninkés et des Wolofs) lors de tensions avec le Sénégal. De nombreux individus non arabes ont été dépossédés de leurs terres, que les responsables régionaux ont ensuite vendues ou cédées à des Beydanes (les « Arabo-berbères » ou « Maures blancs » - voir la section 6 intitulée « Minorités nationales/raciales/ethniques »). Le gouvernement a continué à faire de modestes efforts pour indemniser les personnes expulsées, mais n'a pas pleinement rétabli leurs droits de propriété. Il a versé à certaines d'entre elles des sommes d'argent liquide en guise de remboursement et a fourni des emplois à d'autres.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution interdit de tels actes et il n'a été fait état d'aucun cas de non-respect de ces interdictions par les pouvoirs publics.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse et le gouvernement a généralement respecté ces droits; il a cependant parfois appliqué de façon arbitraire et sélective des dispositions réglementaires en vue de réprimer des particuliers ou des groupes d'individus opposés aux politiques

gouvernementales. Les particuliers ont en général été libres de critiquer le gouvernement en public ou en privé, mais ont parfois subi des représailles. La Constitution et la loi interdisent la propagande raciale ou ethnique. Le gouvernement s'est servi de ces dispositions pour accuser de « racisme » ou de « promotion de la désunion nationale » des opposants politiques qui dénonçaient la sous-représentation extrême des Haratines et des Africains subsahariens au sein du gouvernement.

Liberté de la presse et des médias : Deux quotidiens et la plupart des médias audiovisuels appartenaient à l'État, mais il existait cinq stations de radio et cinq chaînes de télévision indépendantes. Plusieurs quotidiens indépendants ont en général exprimé toutes sortes d'opinions avec peu de restrictions. Le nombre d'actes de représailles de l'État contre divers médias jugés trop critiques a augmenté tout au long de l'année.

Par exemple, le 16 avril, *Deyloul* (un site Web d'information proche de l'opposition) a indiqué que deux journalistes (Jedna Deida de *Mauriweb* et Babacar N'Diaye du site Web d'information *Cridem*) avaient été jugés le 15 avril. Ils avaient été arrêtés puis relâchés à la suite d'une plainte pour diffamation déposée par le fils aîné du président Aziz.

Les médias indépendants sont demeurés la principale source d'information pour la plupart des gens. Au deuxième rang se placent les médias gouvernementaux. Ces derniers se sont concentrés principalement sur les nouvelles officielles mais ont aussi assuré une certaine couverture des activités et des points de vue de l'opposition.

Violence et harcèlement : Plusieurs cas de violence et de harcèlement de journalistes ont été signalés. Le 27 janvier, le président du syndicat de journalistes du pays, Moctar Salem, a déclaré lors d'une émission télévisée que 12 journalistes faisaient l'objet de plaintes déposées par divers agents de l'État auprès du ministère de la Justice, tactique employée par le gouvernement pour intimider les journalistes.

Par exemple, le 25 janvier, Sidi Ali Ould Belemech, journaliste du site Web d'information *Mourassiloun*, a été détenu et interrogé par la police après qu'un fonctionnaire du ministère des Finances a porté plainte contre lui pour l'avoir critiqué.

Censure ou restrictions sur le contenu : Certains dirigeants de l'opposition ont affirmé ne pas avoir véritablement accès aux médias officiels. Le gouvernement a fait du paiement d'arriérés d'impôts, parfois dus depuis des années avec la complicité d'agents de l'État, une priorité, ce qui a compromis la solvabilité de plusieurs stations indépendantes.

Le 15 février, le Wali (le gouverneur provincial) de la région du Hodh El Chargui a empêché une équipe de journalistes du groupe de presse Essirage d'interviewer des personnes qui étaient en conflit à cause d'un puits. L'équipe n'avait soi-disant pas d'autorisation officielle des autorités de Nouakchott.

En février, le gouvernement a prévenu tous les groupes de presse privés de la suspension temporaire de tous les services d'abonnement et publicités commerciales financés par le gouvernement, qui constituaient une source de revenus pour les médias privés. Il a déclaré qu'il prévoyait d'utiliser les six milliards d'ouguiyas (17 millions de dollars É.-U.) généralement consacrés aux abonnements et publicités pour soutenir plus équitablement les médias privés. Du fait de cette suspension, les médias privés ont peiné à survivre. Le 18 septembre, ils ont organisé dans l'ensemble du pays une « Journée sans presse » pour protester contre la suspension des abonnements et des publicités du gouvernement, qui demeurait en vigueur à la fin de l'année. Il s'agissait de la première grève des médias depuis 1991.

Certains journalistes ont pratiqué l'autocensure lorsqu'ils couvraient des sujets sensibles, dont l'armée, la corruption et l'application de la charia, et il a été fait état au cours de l'année de situations dans lesquelles des journalistes auraient été détenus et interrogés par la police après avoir traité de certains de ces sujets, ainsi que de l'esclavage.

Liberté d'accès à internet

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet ni censuré le contenu affiché en ligne et aucun rapport crédible n'a fait état de surveillance par les autorités, sans autorisation juridique appropriée, de communications électroniques privées. Selon l'Union internationale des télécommunications, en 2015, environ 15 % de la population utilisait internet.

Le Parlement a adopté en décembre 2015 un projet de loi sur la cybercriminalité qui protège les systèmes et données. Les journalistes ont déclaré que cette législation permettrait aux autorités de les poursuivre en justice pour quasiment

tout ce qu'ils publiaient en ligne. Elle soumettrait également les techniques de cryptage à une réglementation très contraignante de l'État et annulerait les lois précédentes qui protégeaient les journalistes se servant des moyens de communication numériques.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Il n'a pas été fait état de restrictions imposées par le gouvernement à la liberté d'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion pacifique et d'association

Liberté de réunion

La Constitution garantit la liberté de réunion. Les partis politiques agréés n'ont pas besoin de demander la permission d'organiser des réunions ou des manifestations. La loi exige que les organisateurs d'ONG demandent au préfet local la permission de tenir de grandes réunions ou assemblées. Cette permission a généralement été accordée, mais elle a parfois été refusée dans des circonstances qui donnaient à penser que des critères politiques avaient été appliqués.

Des responsables de l'IRA et d'autres organisations ont signalé à plusieurs reprises que des membres des forces de sécurité avaient arrêté des militants pour n'avoir pas obtenu d'autorisation de rassemblement auprès du préfet.

Liberté d'association

La loi garantit la liberté d'association et les autorités ont respecté ce droit dans l'ensemble mais cependant pas dans tous les cas.

Toutes les ONG locales doivent s'inscrire auprès du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. En règle générale, si le ministère ne répond pas à une demande d'établissement d'ONG dans un délai de 45 jours, l'ONG peut mener ses activités bien qu'elle ne soit pas considérée comme officiellement inscrite.

Le 2 août, le journal *Calame* a annoncé que la police avait fermé les bureaux des Forces progressistes pour le changement, qui avaient auparavant pour nom les Forces de libération africaines de Mauritanie, à cause d'activités non autorisées.

Les autorités ont encouragé les ONG inscrites localement à se joindre à la Plateforme de la société civile, entité placée sous le parrainage du gouvernement, ce qu'environ 7 000 ONG locales ont fait. L'IRA Mauritanie, dont le président s'était présenté contre le président Aziz lors de l'élection présidentielle de 2014, attend depuis 2008 d'être officiellement reconnue. D'autres organisations similaires ont reçu du gouvernement l'autorisation de fonctionner. En août, un tribunal a condamné 13 membres de l'IRA à des peines de prison ferme allant de trois à 15 ans pour appartenance à une organisation non reconnue et participation à une émeute qui a eu lieu à Nouakchott le 29 juin. Le président Aziz a publiquement déclaré à plusieurs reprises que l'IRA n'avait jamais demandé à être reconnue, ce qu'a nié le vice-président de l'IRA.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi autorisent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Le gouvernement a généralement respecté ces droits, avec toutefois des exceptions.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour assurer protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux personnes apatrides, aux migrants vulnérables et aux autres personnes en situation préoccupante. Cependant, les ressources fournies par le gouvernement n'ont pas suffi à satisfaire les besoins d'aide de ces groupes.

Déplacements à l'intérieur du pays : Les personnes qui n'avaient pas de cartes d'identité n'ont pas pu se déplacer librement dans certaines régions. Comme au cours des dernières années, le gouvernement a mis en place des barrages routiers mobiles où des gendarmes, policiers ou douaniers vérifiaient les papiers des voyageurs.

Exil : La loi ne prévoit pas l'exil forcé. Cependant, plusieurs opposants notoires au président se sont volontairement exilés depuis des années par crainte de persécution ou de représailles.

Ewlad Blad, un groupe de rap apprécié du public, qui représente les trois principaux groupes ethniques du pays (Maures/ Beydanes, Maures/Haratines et Subsahariens/Halpulaars), a poursuivi son exil volontaire au Sénégal par crainte des poursuites judiciaires. Les paroles des chansons de ce groupe traitent de la justice sociale, de l'inégalité, de la hausse du prix des aliments, du haut degré de corruption, du népotisme et de ce que le groupe considère être l'autoritarisme du président à l'origine des tensions sociales croissantes en Mauritanie.

Émigration et rapatriement : Établie en 2013, l'Agence nationale pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage, l'insertion et la lutte contre la pauvreté (Tadamoun) est chargée de superviser la réinsertion des réfugiés rapatriés, de fournir un soutien sur le plan administratif et en matière d'identification, ainsi que de favoriser le développement social et économique des zones de réinstallation. Malgré des problèmes, dont l'insécurité alimentaire, les litiges fonciers et les lacunes en matière d'assainissement, de santé, d'éducation et d'infrastructure, le gouvernement a réalisé de modestes progrès en ce qui concerne la réinsertion des réfugiés rapatriés.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi permet l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés. Le HCR procède à des déterminations du statut de réfugié dans le cadre de son propre mandat et soumet les dossiers à l'approbation de la Commission nationale consultative pour les réfugiés.

Conformément aux accords de libre circulation conclus avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le gouvernement autorise les migrants ouest-africains à séjourner en Mauritanie pendant une période pouvant durer jusqu'à trois mois, au terme de laquelle ils doivent demander un titre de séjour ou un permis de travail. Les migrants dont il a été établi qu'ils tentaient de gagner illégalement les Îles Canaries espagnoles, situées à proximité, ont été expulsés.

Personnes apatrides

La loi permet aux enfants nés hors du pays de mère mauritanienne et de père étranger d'obtenir la nationalité mauritanienne à 17 ans. D'après l'article 15 du Code mauritanien de la nationalité, tel que modifié, les enfants nés de père mauritanien et de mère étrangère sont automatiquement mauritaniens. Si le père est apatride, les enfants nés hors du pays sont apatrides jusqu'à 17 ans, âge auquel ils peuvent demander la nationalité. Les autorités locales étant peu désireuses de régulariser leur situation, des milliers d'Africains subsahariens qui sont revenus du Sénégal où ils vivaient depuis leur expulsion en grand nombre entre 1989 et 1991 sont apatrides.

Section 3. Liberté de participation au processus politique

La Constitution garantit aux citoyens le droit de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et équitables fondées sur le suffrage universel et égal pour tous, qui ont lieu au scrutin secret.

Élections et participation politique

Élections récentes : En juin 2014, le président Aziz été réélu pour un deuxième et dernier mandat de cinq ans avec environ 82 % des voix. Bien que certains groupes d'opposition aient dénoncé des irrégularités de procédure et des incohérences dans l'application des méthodes de comptage des votes, le Conseil constitutionnel et les observateurs étrangers ont entériné les résultats de l'élection.

En 2013, le parti du président, l'UPR, a remporté 76 des 147 sièges de l'Assemblée nationale lors d'élections législatives directes, qui ont été boycottées par certains partis de l'opposition.

Les dernières élections de sénateurs datent de 2006. De nouvelles élections auraient dû être organisées en 2011 pour renouveler les deux tiers du Sénat, mais elles ont été reportées à une date indéterminée.

Le 11 février, le Conseil constitutionnel a jugé inconstitutionnel et invalidé un décret gouvernemental qui demandait le renouvellement des deux tiers du Sénat. Le Conseil a statué que le gouvernement devait tenir des élections portant sur l'ensemble du Sénat.

Dans un discours prononcé le 3 mai, le Président Aziz a fait part de sa volonté de dissoudre le Sénat et de le remplacer par des conseils régionaux axés sur le

développement. Une telle mesure nécessiterait de modifier la Constitution pour abolir le Sénat et le remplacer par un organe élu indirectement.

Partis politiques et participation à la politique : Le gouvernement a souvent favorisé certains individus en fonction de leurs relations politiques.

Les Beydanes (arabes) représentent tout au plus 30 % de la population mais occupent environ 80 % des postes de direction. Les Haratines (descendants d'esclaves arabes) représentent au moins 45 % de la population mais occupent moins de 10 % des postes de direction. Les groupes ethniques subsahariens (les Halpulaars, les Soninkés et les Wolofs) représentent environ 25 % de la population et occupent moins de 10 % des postes de direction.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des minorités à la vie politique. Les femmes et minorités y ont participé. La loi réserve au moins 20 sièges de l'Assemblée nationale aux femmes. Depuis les élections législatives de 2013, 31 des 147 sièges de l'Assemblée nationale sont occupés par des femmes. Sur les 29 ministres du gouvernement, huit étaient des femmes, trois des Haratines et six autres appartenaient aux groupes ethniques subsahariens non arabes.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des agents de l'État, mais les pouvoirs publics ne l'ont pas véritablement appliquée et des agents de l'État se sont souvent livrés en toute impunité à des pratiques corrompues. Il est généralement admis que la corruption existe à tous les niveaux du gouvernement. Selon les derniers Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption était généralisée.

Corruption : La corruption et l'impunité ont constitué de graves problèmes au sein de l'administration, et le gouvernement a rarement demandé des comptes aux agents de l'État et ne les a pas non plus poursuivis en justice en cas d'exaction. Il a été signalé que des responsables gouvernementaux utilisaient souvent leur pouvoir pour obtenir des faveurs comme des exonérations d'impôts non autorisées, des concessions spéciales de terrains et un traitement préférentiel dans les appels d'offres de marchés publics. La corruption était le plus répandue dans le domaine de l'attribution des marchés publics, mais également courante en ce qui concerne la délivrance de documents officiels, l'octroi de permis de pêche et d'autorisations d'extraction minière, de terrains et de prêts bancaires, et le paiement des impôts.

Bien que le nombre de poursuites judiciaires pour corruption ait légèrement augmenté au cours de l'année, les autorités ont rarement condamné à des peines de prison les fonctionnaires reconnus coupables, qui n'ont généralement eu pour obligation que de restituer les fonds détournés.

Le 27 mai, la Division pénale des crimes économiques et financiers a arrêté Jemila Mint Mohamed, une comptable engagée par le gouvernement dans le cadre du projet « VAINCRE », un projet de développement financé par la France. Les autorités l'ont inculpée pour avoir détourné 700 millions d'ouguiyas (2 millions de dollars É.-U.) du projet mais l'ont libérée sous caution.

En 2015, les autorités ont arrêté 32 salariés du Trésor public pour fraude et détournement de plus d'un milliard d'ouguiyas (2,8 millions de dollars É.-U.) et ont démis de leurs fonctions de nombreux commissaires aux comptes des services régionaux du Trésor qui n'avaient pas signalé le détournement de fonds. Les opérations de détournement de fonds ont également concerné le secteur de la pêche, les douanes et le secteur de la santé et ont conduit à la démission du ministre des Finances. En août, le tribunal a reconnu coupables 12 de ces 32 personnes et les a condamnées à des peines de prison ferme de deux à trois ans. L'enquête se poursuivait sur les vingt autres, qui étaient en détention dans l'attente d'un procès.

La loi de 2015 contre la corruption n'a pas été systématiquement appliquée et a principalement servi d'arme contre les opposants au régime. La loi donne la définition suivante de la corruption : « toute exploitation par un agent de l'État de ses fonctions à des fins personnelles, que cet agent ait été élu ou occupe des fonctions administratives ou judiciaires ».

Déclaration de situation financière : Le gouvernement a veillé à l'application de l'obligation des hauts responsables, y compris du président, de déclarer leurs avoirs personnels au début et à la fin de leur mandat. Ces déclarations ne sont pas mises à la disposition du public. Le président Aziz a déclaré ses avoirs pour la dernière fois en 2010 ; le président de la Cour suprême a déterminé que M. Aziz n'avait pas à faire de nouvelle déclaration après sa réélection en 2014. Les membres de son premier gouvernement qui avaient démissionné à la suite de sa réélection n'ont pas déclaré leurs avoirs.

Accès du public à l'information : La loi garantit l'accès du public aux informations détenues par le gouvernement et l'État a généralement donné accès dans une certaine mesure à ces informations aux citoyens comme aux non-citoyens, y

compris aux journalistes étrangers. Le gouvernement n'a cependant pas complètement mis en œuvre la loi car elle requiert toujours l'adoption d'une loi d'application avant d'entrer en vigueur.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

En général, plusieurs associations mauritaniennes et internationales de défense des droits de l'homme ont mené leurs activités sans restriction de la part du gouvernement, réalisant des enquêtes et publiant leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux se sont montrés relativement coopératifs et réceptifs à leurs vues.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le Commissariat aux droits de l'homme et à l'action humanitaire est chargé de la conception, la promotion et la mise en œuvre des politiques nationales relatives aux droits de l'homme. Pendant l'année, son budget a atteint 595 millions d'ouguiyas (1,7 million de dollars É.-U.), ce qui représente une augmentation de 20 millions d'ouguiyas (57 143 dollars É.-U.) par rapport au budget de 2015. Il a géré les programmes portant sur les droits de l'homme et l'aide humanitaire financés par le gouvernement et des sources internationales.

La CNDH, une organisation médiatrice indépendante, comprend des représentants du gouvernement et de la société civile. Elle a surveillé activement la situation des droits de l'homme et demandé au gouvernement de prendre des mesures pour remédier aux violations. Son budget annuel était de 105 millions d'ouguiyas (300 000 dollars É.-U.). Elle a produit un rapport annuel sur des sujets thématiques, mené des enquêtes régulières et soumis des recommandations au gouvernement.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences conjugales/familiales : Le viol, y compris le viol conjugal, est illégal. Les violeurs qui sont des hommes célibataires sont passibles de travaux forcés et de flagellation et ceux qui sont mariés sont passibles de la peine de mort. Le gouvernement a régulièrement appliqué la loi, en déclarant coupables 39 auteurs de viol et en les condamnant à diverses peines. Néanmoins, comme lors des années précédentes, plusieurs cas de viol ont été signalés dans lesquels des

suspects riches ont réussi à se soustraire aux poursuites ou, s'ils étaient poursuivis, à éviter la prison. Les familles des victimes sont souvent parvenues à un accord avec le violeur moyennant un dédommagement financier.

Des ONG locales ont noté que les viols, déclarés ou non aux autorités, demeuraient nombreux, les cas déclarés ne représentant qu'une infime portion du nombre total. On ne dispose pas de statistiques nationales sur les arrestations et poursuites en justice pour viol, mais l'Association des femmes chefs de famille (AFCF) a dénombré 165 cas entre les mois de janvier et de septembre, soit une forte diminution (de 13 %) par rapport aux chiffres de 2015.

Entre janvier et août, l'Association pour la santé de la mère et de l'enfant, une ONG, a répertorié 122 cas de viol déclarés aux autorités à Nouakchott ; 108 victimes étaient mineures, ce qui représente une nette diminution par rapport aux 159 cas recensés en 2015.

Les avocats et les militants des droits de l'homme ont indiqué que les victimes de viol étaient stigmatisées, persécutées, voire incarcérées. Étant donné que le viol est souvent associé à la notion d'adultère, les juges pouvaient, théoriquement, accuser les victimes de fornication selon la charia, les tenir responsables du viol et les emprisonner. Aucune source n'a signalé l'application de cette disposition ou interprétation de la loi.

La violence conjugale/familiale a aussi été un grave problème. La maltraitance conjugale et les violences conjugales/familiales sont illégales, mais il n'existe pas de peines spécifiques pour ce type de violences. Les autorités n'ont pas fait appliquer la loi de manière efficace et les condamnations ont été rares. La plupart du temps, les cas n'étaient pas signalés. Il n'existait pas de statistiques officielles fiables sur les poursuites, les condamnations et les peines infligées pour violence conjugale/familiale. En septembre, l'AFCF avait recensé 1 225 cas de violence conjugale/familiale (soit une diminution de 50 % par rapport à 2015).

La police et le système judiciaire sont parfois intervenus dans des cas de violence conjugale/familial, mais les femmes se sont rarement adressées à la justice, comptant plutôt sur leur famille, les ONG et les responsables communautaires pour régler les différends familiaux ou conjugaux. De nombreuses affaires de violence conjugale/familiale sont portées devant des juges traditionnels appliquant la charia. Des ONG ont signalé que dans certains cas, elles avaient demandé l'aide de la police pour protéger des victimes de violences familiales, mais que la police avait

refusé d'intervenir. L'AFCF et d'autres ONG de défense des droits des femmes ont fourni une aide psychologique et un hébergement à certaines victimes.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi stipule que tout acte ou tentative visant à porter atteinte aux organes sexuels d'une fille est passible d'une peine de prison et d'une amende de 120 000 à 300 000 ouguiyas (343 à 857 dollars É.-U.). Les autorités ont cependant rarement appliqué cette loi car la loi d'application qui l'accompagne est demeurée provisoire.

Les mutilations génitales féminines/l'excision étaient pratiquées par tous les groupes ethniques sur les petites filles, souvent le septième jour après la naissance et presque toujours avant l'âge de six mois. L'excision en était la forme la plus grave pratiquée. D'après les estimations figurant dans un rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) de 2013, le taux de prévalence était de 69,4 % parmi les femmes, de 54,8 % parmi les filles de 5 à 18 ans et de 46,6 % parmi les filles de moins de cinq ans.

Durant l'année, le gouvernement a entamé la troisième phase d'un plan d'action de cinq ans relatif aux MGF/E, qui vise à renforcer la politique et la loi dans ce domaine, dispenser une éducation et un soutien communautaire, encourager les déclarations publiques de renonciation à ces pratiques et mettre en place des partenariats et des campagnes de sensibilisation. Ce programme du gouvernement, qui se poursuivra jusqu'en 2017, a mis l'accent sur les communautés du Gorgol, du Guidimaka, du Hodh El Gharbi, du Hodh Ech Chargui, de l'Assaba et du Tagant. Il s'appuie sur cinq ONG locales pour créer des réseaux d'associations visant à mener des campagnes de sensibilisation contre les MGF/E.

Pendant l'année écoulée, le gouvernement a axé son action sur la création de réseaux régionaux de lutte contre les MGF/E qui dénoncent ces pratiques ; huit réseaux ont fait part de l'abandon de ces pratiques.

Le gouvernement, les organisations internationales et les ONG ont continué à coordonner leurs efforts de lutte contre les MGF/E visant à éliminer complètement ces pratiques dans les hôpitaux, à dissuader les sages-femmes de s'y livrer et à sensibiliser la population à leurs dangers. Le gouvernement, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'UNICEF et l'Association nationale des imams, ainsi que d'autres membres de la société civile, ont mis l'accent sur les risques graves des MGF/E pour la santé et cherché à battre en brèche l'idée très répandue selon laquelle cette pratique constituerait une obligation religieuse. Il est interdit aux hôpitaux publics et au personnel médical agréé de pratiquer des

MGF/E et plusieurs organismes gouvernementaux se sont mobilisés pour empêcher que d'autres personnes les pratiquent. Le FNUAP a conclu un accord avec l'École nationale de santé pour intégrer la sensibilisation aux MGF/E dans les programmes d'études des sages-femmes et des infirmiers. Selon plusieurs spécialistes des droits de la femme, ces initiatives semblaient être en train de faire évoluer les mentalités à cet égard.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : Les formes traditionnelles de maltraitance des femmes ont continué à reculer. C'est notamment le cas de l'alimentation forcée des adolescentes avant le mariage, qui est pratiquée par certaines familles beydanes. L'attention accrue accordée par les pouvoirs publics, les médias et la société civile à ce problème, y compris aux risques du surpoids pour la santé, a continué de faire reculer l'opinion traditionnelle selon laquelle l'obésité de la femme serait souhaitable.

Harcèlement sexuel : Il n'existe pas de loi interdisant le harcèlement sexuel. Des ONG de femmes ont signalé qu'il s'agissait d'un problème courant au travail.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre de leurs enfants, ainsi que de l'espacement et du moment de leur naissance et de gérer leur santé génésique sans discrimination, coercition ou violence mais ils n'ont souvent pas disposé des informations nécessaires à cette fin. Des contraceptifs étaient disponibles dans les établissements de santé privés, pour les personnes qui en avaient les moyens financiers. Selon les estimations de la Division de la population de l'ONU, 12,5 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode moderne de contraception en 2015.

D'après les estimations de l'Organisation mondiale de la santé, le taux de mortalité maternelle était de 602 morts pour 100 000 naissances vivantes et le risque de mortalité maternelle au cours d'une vie d'un sur 36. Le FNUPA estime que 21 % des femmes de 20 à 24 ans ont eu un enfant avant l'âge de 18 ans. Ce taux élevé de mortalité maternelle s'expliquait par le manque d'équipements médicaux, la faible participation des mères aux programmes de promotion des soins prénatals, le fait que les naissances aient lieu sans l'aide de professionnels de la santé, les mauvaises conditions sanitaires pendant l'accouchement, la malnutrition maternelle et les taux élevés de grossesse chez les adolescentes. D'après l'UNICEF, environ 64,5 % des naissances avaient lieu en présence de personnel médical qualifié.

L'AFCF a souligné que ces problèmes concernaient en particulier les femmes pauvres ou de castes traditionnellement inférieures, comme les esclaves et les anciennes esclaves, qui n'avaient souvent pas accès à la contraception, aux soins obstétricaux et post-partum et au traitement des maladies transmises sexuellement. L'Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant, qui gère à Nouakchott un centre d'accueil des victimes de viol, a fourni des contraceptifs d'urgence à des victimes.

Discrimination : La loi donne des droits aux femmes en matière de propriété et de garde des enfants, qui sont reconnus par les personnes plus instruites et la population urbaine. Toutefois, les femmes ont eu moins de droits reconnus par la loi que les hommes. Les divorcées, par exemple, pouvaient perdre la garde de leurs enfants si elles se remariaient. De par la tradition locale, le premier mariage d'une femme nécessite le consentement des parents. Le code du statut personnel stipule que les hommes peuvent épouser jusqu'à quatre femmes, mais qu'ils doivent les traiter également. Les programmes de sensibilisation du gouvernement ont encouragé les femmes à obtenir un accord contractuel au moment du mariage, stipulant que l'union prendrait fin si le mari épousait une seconde femme. Cette pratique était courante dans la société maure (arabe). Cependant, les femmes n'ayant pas de contrat de mariage solide demeuraient sans protection. Qui plus est, les autorités n'ont pas toujours respecté la validité de tels accords pré-nuptiaux ou le droit de les conclure. La polygamie est demeurée relativement inhabituelle parmi les Maures, encore que sa popularité se soit accrue. Cette pratique était plus courante parmi des groupes ethniques subsahariens. Les mariages arrangés étaient de plus en plus rares, notamment au sein de la population maure. Les mariages entre personnes de différentes castes ont continué à se heurter à une résistance d'ordre culturel. Des ONG ont de nouveau signalé que des personnes influentes s'étaient servies du système judiciaire pour intimider ou persécuter les membres de leurs familles qui se mariaient avec une personne d'un rang social inférieur.

Les femmes ont subi d'autres formes de discrimination sur le plan juridique. Selon la charia telle qu'elle est appliquée en Mauritanie, le témoignage de deux femmes était nécessaire pour être équivalent à celui d'un seul homme. Les tribunaux n'ont accordé à la famille d'une victime féminine qu'une indemnité égale à la moitié de celle accordée à la famille d'une victime masculine. Le code du statut personnel définit un cadre permettant d'appliquer de manière cohérente la loi séculaire et le droit familial fondé sur la charia, mais les membres du système judiciaire ne l'ont pas toujours respecté. Les formules de partage des biens ont donc beaucoup varié d'un cas à l'autre. Les avocats des droits de l'homme ont aussi signalé que les juges traitaient différemment les affaires concernant les femmes beydanes/arabes,

les femmes esclaves ou de caste inférieure, les citoyennes non arabes et les étrangères.

Enfants

Enregistrement des naissances : De par la loi, la citoyenneté provient généralement du père. Une personne peut obtenir la citoyenneté de la mère à l'une des deux conditions suivantes : lorsque la mère est mauritanienne et la nationalité du père est inconnue ou qu'il est apatride, ou lorsque l'enfant est né en Mauritanie de mère mauritanienne et qu'il rejette la nationalité de son père un an avant d'atteindre l'âge de la majorité. Les enfants nés à l'étranger de mère mauritanienne et de père étranger peuvent obtenir la nationalité mauritanienne un an avant d'atteindre l'âge de la majorité, qui est fixée à 18 ans. Les enfants mineurs de parents qui ont obtenu la nationalité mauritanienne par naturalisation peuvent également y prétendre.

La procédure d'enregistrement d'un enfant et d'obtention d'un certificat de naissance par la suite est jugée difficile. Le manque de documents, situation courante parmi les minorités ethniques subsahariennes du pays et les Haratines, peut empêcher un enfant d'aller à l'école, de pouvoir voyager et d'avoir accès aux soins de santé et aux autres avantages que confère la citoyenneté.

Éducation : La scolarité est obligatoire pour les six premières années d'éducation primaire, mais la loi n'a pas été appliquée de manière efficace. De nombreux enfants, des filles en particulier, n'ont pas suivi six années de scolarité. Il était fréquent que les enfants de familles haratines appartenant aux castes d'esclaves ne fassent pas d'études du tout.

Maltraitance d'enfants : Il y a eu des cas de maltraitance d'enfants, mais il n'existe pas de données indiquant la prévalence de ce phénomène. En septembre, l'AFCF avait recensé 1 225 victimes mineures de violence familiale (soit une diminution de 50 % par rapport à 2015) et a apporté une assistance juridique à toutes ces victimes.

Mariage forcé et mariage précoce : L'âge minimum légal pour le mariage est de 18 ans, mais les autorités ont rarement fait respecter la loi et il y a eu de nombreux mariages d'enfants. Puisque les relations sexuelles consensuelles en dehors du mariage sont illégales, un tuteur peut demander aux autorités locales d'accorder l'autorisation à une jeune femme de moins de 18 ans de se marier, autorisation qui a fréquemment été accordée. Le gouvernement a cependant continué de collaborer avec l'UNICEF à la mise en œuvre d'un programme visant à lutter contre le

mariage des enfants par des réformes judiciaires et politiques. Il a aussi coopéré avec la société civile pour faire connaître le code du statut personnel, qui fixe l'âge minimum pour le mariage à 18 ans et requiert le consentement de la femme. Ces efforts semblaient donner des résultats prometteurs. Selon l'UNICEF, en 2011, dernière année pour laquelle on dispose de données, le pourcentage d'enfants mariés avant l'âge de 15 ans a diminué, passant de 19 à 15 % et celui des mariages de jeunes de moins de 18 ans est passé de 43 à 35 %.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Pour obtenir des informations sur les filles de moins de 18 ans, voir la section intitulée « Condition féminine » ci-dessus.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit les relations sexuelles entre un adulte et une personne de moins de 18 ans, les contrevenants étant passibles de six mois à deux ans de prison et d'une amende de 120 000 à 180 000 ouguiyas (343 à 514 dollars É.-U.). La possession de matériel pédopornographique est illégale, les contrevenants étant passibles de deux mois à un an de prison et d'une amende de 160 000 à 300 000 ouguiyas (457 à 857 dollars É.-U.). L'exploitation sexuelle commerciale des enfants est illégale et assortie de peines de deux à cinq ans de prison et d'amendes de 200 000 à deux millions d'ouguiyas (571 à 5 714 dollars É.-U.). Des ONG ont affirmé que les lois n'étaient pas correctement appliquées.

Enfants déplacés : Le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille a recensé 27 825 enfants des rues mais n'en a suivi qu'environ 17 000 dans neuf des 15 régions du pays, par l'intermédiaire de ses centres d'appui à l'insertion des jeunes et d'ONG locales. Les centres axent leur action sur quatre grands aspects de l'insertion et de la promotion des enfants : l'inscription sur les registres d'état civil, la réinsertion sociale, la lutte contre le travail des enfants et la lutte contre les violences faites aux enfants au moyen d'un appui psychosocial. Malgré ce programme, l'assistance apportée par le gouvernement à ces enfants était limitée. Une ONG locale, l'Association Enfants et Développement en Mauritanie, a suivi 227 enfants qui vivaient dans les rues de Nouadhibou, pour la plupart victimes de la pauvreté et de l'urbanisation de familles précédemment nomades.

Enlèvements internationaux d'enfants : La Mauritanie n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour en savoir plus, veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants) à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html.

Antisémitisme

Un très petit nombre d'expatriés pratiquaient le judaïsme. Aucun acte d'antisémitisme n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées physiques ou mentales, ou des personnes atteintes de déficiences sensorielles ou intellectuelles, dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des transports aériens et autres, de l'accès aux soins de santé et au système judiciaire ou de l'obtention d'autres services publics. La loi garantit également l'accès à l'information, aux moyens de communication, aux bâtiments publics existants, par des mesures de modernisation, et aux bâtiments futurs, par des révisions du code du bâtiment. Les autorités n'ont pas appliqué la loi et des personnes handicapées n'ont généralement pas eu accès aux bâtiments, à l'information et aux moyens de communication. La loi prévoit l'accès des personnes handicapées aux transports aériens et aux autres moyens de transport à des tarifs réduits, mais un tel accès n'a souvent pas été possible.

Pendant l'année, le gouvernement a maintenu au même niveau son budget annuel d'assistance aux personnes handicapées, allouant 85 millions d'ouguiyas (242 857 dollars É.-U.) à 60 associations et ONG nationales oeuvrant en faveur des personnes handicapées. Comme précédemment, il a aussi accordé 30 millions d'ouguiyas (86 000 dollars É.-U.) en assistance technique. Contrairement à l'année précédente, le gouvernement a exigé que l'administration accorde à 100 personnes handicapées un traitement préférentiel lors du recrutement. En juillet, le gouvernement avait engagé à temps plein neuf personnes handicapées et 72 autres étaient en formation et devaient prendre leurs fonctions en décembre. Dix-neuf autres suivaient une formation d'inspecteur du travail dans le cadre d'un cycle de formation qui devait s'achever en 2017. Le gouvernement a également fourni un enseignement et des possibilités d'accès à l'espace public à des personnes handicapées, ainsi que certaines mesures d'adaptation et d'autres formes d'assistance, dans le cadre de petits projets de création de revenus. Un inspecteur

du ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille était chargé de surveiller la mise en œuvre de ces projets et a supervisé les programmes de réinsertion sociale destinés aux personnes handicapées. Ce ministère a mis en place des programmes de formation et validé les certificats remis par les institutions créées par des associations professionnelles de personnes atteintes de handicaps. Les personnes handicapées peuvent porter plainte auprès du ministère et intenter d'autres recours auprès des tribunaux. Pendant l'année, le ministère n'a reçu aucune plainte et n'en avait reçu qu'une l'année précédente.

Le 29 août, le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi qui impose des conditions techniques et architecturales minimales relatives à l'accès des personnes handicapées aux bâtiments publics. Ce projet de loi définit également les normes techniques et architecturales d'accès aux moyens de communication, à l'information et aux transports publics.

Minorités nationales/raçiales/ethniques

Certains groupes ethniques ont fait l'objet de discrimination de la part des autorités, qui ont en revanche favorisé les Beydanes (arabes). Les citoyens sahraouis occidentaux appartenant à l'ethnie des Beydanes (arabes) ont souvent obtenu la carte d'identité nationale nécessaire pour pouvoir voter bien qu'ils n'en aient pas le droit. Les citoyens haratines (descendants d'esclaves arabes) et subsahariens (non arabes) ont au contraire souvent eu de grandes difficultés à obtenir des documents d'identité nationaux.

Des discriminations et des tensions raciales et culturelles ont également été provoquées par les divisions géographiques, linguistiques et culturelles entre d'une part les Maures (les Beydanes et les Haratines), qui, bien qu'ils soient généralement constitués d'un ensemble d'Africains berbères, arabes et subsahariens, se considèrent aujourd'hui principalement comme arabes sur le plan culturel et linguistique, et d'autre part les minorités subsahariennes non arabes. Les Maures comprennent de nombreux groupes tribaux et clans et se répartissent en outre entre les Beydanes (Maures blancs) et les Haratines (Maures noirs, de l'ancienne caste des esclaves). Les tribus et clans beydanes sont surreprésentés dans la fonction publique et le monde des affaires. Les Haratines sont restés, pour la plupart, politiquement et économiquement plus faibles que les Beydanes, bien qu'ils constituent le plus grand groupe ethnoculturel du pays. Les groupes ethniques subsahariens, comprenant les Halpulaars (le plus important groupe non maure), les Soninkés et les Wolofs, vivaient principalement dans la vallée du fleuve Sénégal et les zones urbaines. Comme les Haratines, ils sont restés

considérablement sous-représentés aux fonctions de direction du gouvernement, de l'industrie et de l'armée (voir section 3).

La Constitution stipule que la langue officielle est l'arabe et que les langues nationales sont l'arabe, le poular, le soninké et le wolof. Les pouvoirs publics ont continué à encourager le bilinguisme français et arabe dans le système scolaire. L'arabe est la langue utilisée pour les communications internes des forces armées. Ni les langues nationales subsahariennes ni le dialecte local arabe hassaniya n'ont été utilisés comme langues d'enseignement.

Les manifestations et les conflits au travail se sont souvent nourris de tensions ethniques. Des manœuvres haratines ont parfois invoqué l'héritage de l'esclavage pour expliquer leurs conflits avec des responsables des transports, des dirigeants des ports, des propriétaires de magasins de détail et des agents de sécurité publique beydanes.

La rivalité ethnique a également joué un rôle dans les divisions et les tensions politiques. Certains partis politiques avaient tendance à correspondre à des groupes ethniques facilement identifiables, bien que les coalitions politiques de plusieurs partis aient pris de plus en plus d'importance. Les Haratines et les habitants d'origine subsaharienne sont demeurés sous-représentés aux emplois de niveau intermédiaire à élevé des secteurs public et privé.

Des conflits fonciers entre Haratines, membres d'ethnies subsahariennes et Beydanes ont souvent été signalés. Selon des défenseurs des droits de l'homme et la presse, les autorités locales ont continué à permettre à des Beydanes de s'approprier des terres occupées par des Haratines et des Subsahariens, d'occuper des propriétés appartenant à des Subsahariens illégalement saisies par d'anciens gouvernements et de restreindre l'accès à l'eau et aux pâturages. Par exemple, en mai, des politiciens d'envergure nationale ont, aux côtés d'ONG locales de défense des droits de l'homme, accusé les forces de sécurité d'avoir arrêté et maltraité 14 Africaines subsahariennes et trois hommes dans le village de Thiambène, situé près de Rosso, à la suite d'un litige foncier portant sur une plantation de mangues.

Comme lors des années précédentes, les ONG de défense des droits de l'homme ont signalé de nombreux cas de litiges en matière de succession entre des esclaves ou d'anciens esclaves et leurs maîtres. La tradition voulait que les maîtres héritent des biens de leurs esclaves.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe aucune loi protégeant de la discrimination les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexués (LGBTI). En vertu de la charia, telle qu'elle est appliquée dans le pays, les actes sexuels consensuels entre hommes sont passibles de mort si quatre personnes en sont témoins et les actes sexuels consensuels entre femmes sont passibles de trois mois à deux ans de prison et d'une amende de 5 000 à 60 000 ouguiyas (14 à 171 dollars É.-U.). La communauté LGBTI a rarement été identifiée comme telle ou fait l'objet de discussions, probablement en raison de la sévérité de l'exclusion sociale et des sanctions pénales qu'entraîne une telle appartenance. Aucun cas de violence fondée sur l'orientation sexuelle n'a été signalé pendant l'année.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Les personnes atteintes du VIH-sida ont souvent été isolées à cause des préjugés et des tabous sociétaux qui entourent la maladie, mais ont été progressivement mieux acceptées par la société et le gouvernement. Elles ont participé à la mise en œuvre de programmes publics de lutte contre les maladies infectieuses, le VIH-sida, le paludisme et la tuberculose.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi permet à tous les travailleurs, à l'exception des membres des forces armées et de la police et des travailleurs étrangers et migrants, de former des syndicats indépendants et d'adhérer aux syndicats de leur choix au niveau local et national et elle leur donne le droit de faire légalement grève et de mener des négociations collectives.

Pour être reconnu, un syndicat doit avoir l'autorisation ou l'approbation préalable des autorités. Le procureur doit autoriser tous les syndicats avant qu'ils ne puissent obtenir un statut légal. Il peut suspendre temporairement un syndicat sur demande du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation si des fonctionnaires de ce ministère estiment que le syndicat n'a pas respecté la loi. La loi prévoit aussi que les autorités peuvent engager des poursuites judiciaires contre les dirigeants syndicaux qui menacent l'ordre public ou font de fausses déclarations. Cette loi autorise en fait les autorités administratives à dissoudre, suspendre ou radier des

syndicats par décision unilatérale. Les étrangers n'ont pas le droit d'être responsables d'un syndicat sauf s'ils ont travaillé en Mauritanie et dans la profession représentée par ce syndicat pendant cinq années au moins.

Toute convention collective au niveau national nécessite l'autorisation ou l'approbation préalable du président, qui décide de la façon dont sont organisées les négociations. Aucune autorisation de ce type n'est requise pour les conventions collectives au niveau des entreprises. Le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'administration peut convoquer des négociations entre les employeurs, le personnel, les syndicats et le gouvernement. En outre, le ministère peut participer à l'élaboration de la convention collective. La loi précise que la réunion doit avoir lieu dans un délai de 15 jours suivant la date du procès-verbal de non-conciliation entre les parties.

La loi prévoit le droit de grève, mais les parties en conflit doivent suivre des procédures longues et complexes avant de mener une telle action. Le gouvernement peut aussi dissoudre un syndicat pour ce qu'il juge être une grève illégale ou à motivation politique. La loi interdit aux travailleurs d'occuper des locaux ou d'empêcher les non-grévistes d'entrer sur les lieux du travail. Les travailleurs doivent fournir au ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'administration un préavis d'au moins dix jours ouvrables avant toute grève.

Le gouvernement n'a pas appliqué la loi de façon effective et les moyens déployés ainsi que les inspections menées ont souvent été inadéquats. Bien que n'ayant que rarement puni les contrevenants, le gouvernement a ordonné à plusieurs occasions la réintégration de travailleurs licenciés à tort, sommé des entreprises d'améliorer les avantages sociaux et les services offerts aux employés ou les deux. En novembre 2014, le président a annoncé une hausse de 50 % des salaires inférieurs à 100 000 ouguiyas (286 dollars É.-U.) et de 30 % des salaires supérieurs à ce même seuil. Cette décision a été mise en œuvre en janvier.

La liberté d'association et le droit à la négociation collective n'ont pas été pleinement respectés bien que les syndicats aient exercé leur droit de syndiquer les travailleurs pendant l'année. Il a cependant été rare que des négociations collectives soient menées au niveau des entreprises. Des cas d'ingérence de l'État dans les activités syndicales ont été signalés. Selon des informations de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie, par exemple, le ministère des Pêches et de l'Économie maritime a exercé des pressions sur les travailleurs

ayant des activités syndicales en ne rémunérant pas leurs heures supplémentaires pour les inciter à se retirer des syndicats.

Les procédures d'enregistrement des syndicats et celles à suivre avant de faire grève ont fait l'objet de longs retards et appels. Des responsables du ministère du Travail ont régulièrement émis des avis demandant à toutes les parties concernées de négocier. Ces avis empêchent légalement les travailleurs de se mettre en grève pendant quatre mois. Si les négociations ne se soldent pas par un accord, l'affaire est portée devant le tribunal d'arbitrage. Si celui-ci n'arrive pas à obtenir un accord mutuellement satisfaisant, les employés peuvent avoir à attendre quatre mois de plus à compter de la date de la décision avant de pouvoir légalement se mettre en grève.

Les travailleurs et syndicats ont organisé plusieurs grèves mais contrairement aux années précédentes, les autorités n'ont qu'occasionnellement fait usage de la force pour les disperser.

Alors que la discrimination antisyndicale est illégale, des groupes nationaux de défense des droits de l'homme et des syndicats ont indiqué que les autorités n'avaient pas enquêté activement sur les allégations de pratiques antisyndicales dans certaines sociétés privées.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Elle criminalise aussi la pratique de l'esclavage et impose des sanctions tant aux agents de l'État qui ne donnent pas suite aux cas signalés qu'à ceux qui tirent profit du travail forcé. Les modifications apportées à la loi en 2015 élargissent la définition de l'esclavage de façon à englober le travail forcé et le travail des enfants. Bien que le gouvernement ait pris des mesures en vue de mettre fin à l'esclavage, en adoptant par exemple en 2014 la Feuille de route pour l'éradication des séquelles de l'esclavage, les mesures qu'il a prises pour faire appliquer la loi de 2007 contre l'esclavage ont été généralement jugées inadéquates compte tenu de la gravité du problème.

Tadamoun, l'agence gouvernementale chargée de lutter contre les « séquelles » de l'esclavage, a reçu 7,5 milliards d'ouguiyas (21,5 millions de dollars É.-U.) de fonds publics. Ses progrès ont néanmoins continué à être lents et les résultats des programmes visant à réduire directement les séquelles de l'esclavage peu visibles. Tout au long de l'année, le directeur général de Tadamoun a souligné son intention

de s'attaquer à l'esclavage par des moyens indirects, comme des campagnes de sensibilisation et des projets agricoles locaux, plutôt qu'en ayant recours au Parquet.

Depuis décembre 2015, la Mauritanie a, conformément aux amendements de 2015, ouvert deux tribunaux chargés de combattre l'esclavage ; ces tribunaux ont cependant manqué de financements et de moyens et aucun des juges qui y ont été nommés n'ont été formés aux difficultés particulières que présentent les enquêtes sur la traite des personnes et en particulier à la façon d'empêcher les trafiquants d'intimider les victimes et celles-ci de retirer leurs plaintes. Le premier tribunal a été établi en mai à Nema, dans la willaya (région) de Hodh El Gharbi dans le sud-est du pays. Le deuxième a été mis en place à Nouakchott en juillet. Un troisième a ouvert à Nouadhibou mais n'est pas encore entré en fonctions. Le 16 mai, le tribunal de Nema a reconnu coupables et condamnés pour esclavage deux hommes. Sidi Mohamed Ould Hanana et Hlehana Ould Hmeyada, deux cousins, ont été condamnés à cinq ans de prison, dont un an ferme et quatre ans avec sursis, soit une peine inférieure à la peine maximale de 10 ans de prison permise par la loi. Le tribunal a également imposé une amende de 100 000 ouguiyas (285 dollars É.-U.) et ordonné le versement d'un million d'ouguiyas (2 857 dollars É.-U.) à chacune des deux victimes de sexe féminin.

Immédiatement après l'arrestation de M. Hanana en décembre 2015 pour ces chefs d'accusation, sa famille aurait conclu un accord financier avec la famille de la victime portant sur un moment de 3 500 000 ouguiyas (10 000 dollars É.-U.). Cette somme aurait été versée à la famille mais n'a pas mis fin aux poursuites judiciaires, contrairement à ce qui se produisait souvent auparavant. D'après le tribunal, la famille de M. Hmeyada était également impliquée dans ces pratiques d'esclavage mais n'a pu être poursuivie en justice car elle vivait dans le nord du Mali, région qui ne relevait pas de la compétence du tribunal.

Des pratiques s'apparentant à l'esclavage, qui découlaient généralement des relations ancestrales maîtres-esclaves et concernaient aussi bien des adultes que des enfants, ont subsisté tout au long de l'année. D'anciens esclaves et leurs descendants sont restés dans des situations de dépendance en raison partiellement de leur manque de compétences commercialisables, de la pauvreté et de la sécheresse persistante. Ces pratiques ont eu lieu principalement dans des zones dans lesquelles les niveaux d'éducation étaient généralement bas ou où prédominait encore une économie de troc, ainsi que dans les centres urbains, notamment à Nouakchott, où la servitude domestique était relativement courante. Ces pratiques étaient fréquentes dans les régions où il existait des besoins de main-

d'œuvre pour la garde des troupeaux, les travaux des champs et d'autres tâches manuelles. Certains anciens esclaves et descendants d'esclaves ont été forcés – dans certains cas parce qu'ils n'avaient pas d'autre possibilité – de travailler pour leurs anciens maîtres pour recevoir en échange logement, nourriture ou soins médicaux. Les personnes en situation d'assujettissement étaient aussi à la merci de mauvais traitements. Les femmes ayant des enfants faisaient face à des difficultés particulières et ont pu être contraintes de demeurer dans la servitude et de s'acquitter de tâches domestiques, de travailler dans les champs ou de garder des troupeaux sans rémunération.

Selon certaines sources, d'anciens esclaves continuaient de travailler pour leurs anciens maîtres ou d'autres personnes dans des conditions d'exploitation pour pouvoir avoir accès à la terre qu'ils cultivaient par le passé. La loi prévoit la distribution de terres aux cultivateurs sans terre, y compris aux anciens esclaves, mais les autorités l'ont rarement appliquée. Des observateurs d'ONG et des responsables gouvernementaux estiment que pour beaucoup de personnes dont les ancêtres étaient esclaves depuis des générations, les liens psychologiques et tribaux profondément enracinés rendaient difficile la rupture des relations avec les anciens maîtres ou leur tribu. Certaines personnes sont demeurées attachées à leurs anciens maîtres parce qu'elles pensaient que leur statut d'esclave était d'ordre divin ou craignaient une punition religieuse si ce lien était rompu. Souvent, les anciens esclaves faisaient l'objet d'une discrimination sociale et ils ne pouvaient trouver que des travaux manuels sur les marchés et dans les ports et aéroports.

Des cas de travail forcé ont également été signalés en milieu urbain où de jeunes enfants, souvent des filles, étaient engagés comme employés de maison non rémunérés. Des groupes de défense des droits de l'homme ont signalé que des maîtres persuadaient les personnes vivant dans une situation qui s'apparentait à l'esclavage de nier l'existence de ces relations d'exploitation en présence de militants des droits de l'homme.

Des ONG ont continué de faire état de cas de personnes victimes de la traite pour le travail domestique, la mendicité dans les rues pour des maîtres religieux sans scrupules et des relations assimilables à de l'esclavage pour des domestiques ou des gardiens de troupeaux. Les victimes étaient des hommes, des femmes et des enfants.

En mai, l'AFCF et El Hor (l'une des principales ONG qui luttent contre l'esclavage) ont dénoncé ce qui constituait à leurs yeux des cas de trafic de jeunes femmes haratines. La présidente de l'AFCF a affirmé que 300 jeunes femmes, qui

s'étaient rendues en Arabie saoudite à l'origine pour occuper des emplois de bureau, ont dû à la place effectuer des tâches ingrates sans avoir le droit de quitter leur emploi. Des organisations locales et internationales ont aidé 21 de ces filles à rentrer en Mauritanie ; d'autres qui souhaitaient revenir sont en cours de rapatriement. En réponse aux plaintes formulées, le gouvernement mauritanien a jugé que dans ce cas les actes des employeurs saoudiens étaient permis par un accord relatif à la main d'œuvre conclu par la Mauritanie et l'Arabie saoudite et a déclaré que les victimes devraient porter plainte auprès du ministère de la Justice, qui disposait d'un bureau spécial à cette fin.

En décembre, le site Web d'informations *Meyadine* a annoncé que le gouvernement avait fait part de sa décision d'empêcher toute citoyenne mauritanienne de se rendre en Arabie saoudite pour y travailler comme domestique. Des instructions précises sur ces restrictions ont été données aux autorités à l'aéroport international de Nouakchott.

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État, à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Le code du travail fixe à 14 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi. Les enfants de moins de 12 ans peuvent cependant être employés dans la plupart des catégories d'entreprises familiales avec l'autorisation du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'administration tant que ce travail n'a pas d'incidence sur leur santé, ne dépasse pas deux heures par jour et n'a pas lieu pendant les heures d'école ou les jours fériés. La loi stipule que les mineurs de 14 à 16 ans doivent percevoir 70 % du salaire minimum et ceux de 17 et 18 ans, 90 % du salaire minimum. Pour les mineurs, la journée de travail est limitée à huit heures, avec une ou plusieurs pauses d'une heure, et le travail de nuit leur est interdit. En mai, le gouvernement a entamé des consultations qui ont conduit à l'élaboration du Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants. Ce plan faisait partie intégrante de la Feuille de route contre l'esclavage adoptée par le gouvernement en 2014. La loi interdit d'employer ou d'inciter un enfant à mendier et prévoit, en cas de violation, des peines d'un à huit mois de prison et des amendes de 180 000 à 300 000 ouguiyas (514 à 857 dollars É.-U.). Ces peines ne sont généralement pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif. La loi n'interdit pas les activités et les emplois dangereux dans tous les secteurs où travaillent des enfants, notamment dans l'agriculture. En outre, aucune loi n'interdit d'utiliser des enfants à des fins illicites, par exemple pour vendre de la drogue.

Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Selon un rapport de 2014 de l'UNICEF, 21,5 % des enfants de cinq à 14 ans travaillaient. Pendant la période considérée, aucun mécanisme ne permettait de procéder à des échanges d'informations entre les différents organismes ni d'en évaluer l'efficacité. Il n'existait pas d'instance spéciale auprès de laquelle porter plainte, à part les inspecteurs du travail ou la brigade spéciale de la police chargée des mineurs. Les ONG étaient les seules organisations qui s'occupaient des enfants victimes, les orientaient vers la brigade spéciale chargée des mineurs et faisaient pression sur les pouvoirs publics pour que ceux-ci mènent des poursuites ou intègrent les victimes dans des centres sociaux ou des établissements d'enseignement.

Un nombre inconnu de talibés (jeunes élèves), presque tous des Halpulaars, mendiaient dans les rues et donnaient ce qu'ils gagnaient à leurs enseignants religieux en échange de leur instruction religieuse. Selon des sources fiables, quelques marabouts (enseignants religieux) forçaient leurs talibés à mendier pendant plus de 12 heures par jour et leur donnaient un logement et une alimentation insuffisants. Le gouvernement a poursuivi un programme visant à réduire le nombre de talibés et a établi des partenariats avec des ONG pour fournir aux talibés des soins médicaux et nutritionnels de base.

Le travail des enfants était courant dans le secteur informel et constituait un problème important, en particulier dans les quartiers défavorisés des villes. Plusieurs sources ont indiqué que des filles, provenant principalement de régions éloignées, étaient forcées, parfois dès l'âge de sept ans, de travailler comme domestiques non rémunérées dans les résidences urbaines de personnes fortunées.

En milieu rural, de jeunes enfants étaient couramment employés à la garde des troupeaux, aux cultures de subsistance, à la pêche et à d'autres travaux importants pour aider leur famille. Dans les zones urbaines, de jeunes enfants conduisaient souvent des carrioles tirées par des ânes pour livrer de l'eau et des matériaux de construction. Des chefs de gangs des rues forçaient des enfants à voler, à mendier et à vendre de la drogue dans les rues de la capitale. Suivant une tradition de longue date, de nombreux enfants suivaient aussi un apprentissage dans des petits secteurs d'activité, comme la ferronnerie, la charpenterie, la réparation de véhicules, la maçonnerie et le secteur informel. Le gouvernement a continué à administrer sept Centres de protection et d'intégration sociale des enfants en situation difficile : un à Kiffa, un à Nouadhibou, un à Aleg et un à Rosso et trois à Nouakchott. Ces centres ont accueilli 370 enfants pendant l'année.

Le rapport annuel de 2016 de la CNDH a confirmé l'étendue du travail des enfants, en particulier en milieu rural. D'après ce rapport, 26 % des jeunes âgés de 15 à 17 ans travaillaient. La proportion d'enfants de 12 à 14 ans qui effectuaient un travail, quel qu'il soit, atteignait 22 %. Il est également indiqué dans ce rapport que les filles étaient plus souvent exploitées dans les emplois de domestique.

Veillez consulter également les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Les femmes ont fait l'objet de discrimination dans d'autres domaines (voir section 6). La loi interdit la discrimination fondée sur la race, le handicap, la religion, les opinions politiques, l'origine nationale, la citoyenneté, l'origine sociale, l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre, l'âge ou la langue, mais le gouvernement n'a souvent pas appliqué la loi. Il y a eu des cas de discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race et la langue. Par exemple, conformément à une tradition de longue date, la promotion de Haratines et de Subsahariens dans les forces armées est restée limitée.

La loi stipule que les hommes et les femmes doivent recevoir un salaire égal pour un travail égal. Les deux employeurs les plus importants, la fonction publique et la compagnie minière nationale, ont respecté cette loi, mais la plupart des employeurs du secteur privé ne l'ont pas fait. Dans le secteur salarié formel, les femmes ont également reçu des prestations familiales, notamment trois mois de congé de maternité.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum mensuel obligatoire pour les adultes était de 30 000 ouguiyas (86 dollars É.-U.). D'après les estimations de 2008 du gouvernement, dernière année pour laquelle on dispose de chiffres, le seuil de pauvreté correspondait à un revenu annuel de 129 600 ouguiyas (370 dollars É.-U.) et celui de l'extrême pauvreté à un revenu de 96 400 ouguiyas (275 dollars É.-U.).

La durée légale de la semaine de travail normale pour les emplois non agricoles est limitée à 40 heures ou six jours, hors heures supplémentaires, lesquelles doivent être rémunérées à des taux variant selon le nombre d'heures supplémentaires

effectuées. Les employés de maison et certaines autres catégories pouvaient travailler 56 heures par semaine. La loi stipule que tous les employés doivent avoir au moins une période de 24 heures de repos par semaine. Il n'existe pas de disposition légale concernant les heures supplémentaires obligatoires.

La Direction du Travail du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'administration est chargée de faire appliquer les lois relatives au travail, mais ne l'a pas fait efficacement. Le pays comptait 47 inspecteurs du travail et 20 inspecteurs en cours de formation à l'École nationale d'administration, qui devraient entrer en fonctions dans deux ans.

Le gouvernement fixe les normes en matière de santé et de sécurité et les travailleurs ont en principe le droit de refuser de travailler dans des conditions dangereuses sans risquer de perdre leur emploi. La loi s'applique à tous les travailleurs de l'économie formelle. Le code du travail protège tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

La majorité de la population active travaillait dans le secteur informel, principalement l'agriculture de subsistance et l'élevage. D'après la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie, seuls 25 % des travailleurs occupaient un poste à rémunération régulière.

Des syndicats ont signalé l'existence, malgré la loi, de situations proches de l'esclavage moderne dans plusieurs secteurs, dont l'industrie de la transformation alimentaire. Dans ces secteurs, les travailleurs n'avaient pas de contrat ou ne recevaient pas de bulletin de salaire. Leur salaire était inférieur au salaire minimum officiel et ils travaillaient dans des conditions très difficiles. Ils n'étaient parfois pas payés pendant plusieurs mois.

Les conditions de travail étaient tout aussi difficiles dans le secteur de la pêche. Selon certaines sources, les pêcheurs commerciaux travaillaient souvent plus de 40 heures par semaine sans que leurs heures supplémentaires soient rémunérés. De plus, certains travailleurs employés par les usines de transformation du poisson et les constructeurs de bateaux ne recevaient pas de contrats garantissant leurs conditions d'emploi. Les inspections gouvernementales des bateaux de pêche, des usines de transformation et des constructeurs de bateaux sont demeurées rares.

Les violations des lois sur le salaire minimum ou les heures supplémentaires ont été fréquentes dans de nombreux secteurs, mais encore plus courantes dans l'économie informelle pour des travailleurs tels que les employés de maison, les

vendeurs ambulants, les pêcheurs artisanaux, les éboueurs, les contrôleurs d'autobus, les conducteurs de carrioles tirées par des ânes, les apprentis, les mécaniciens et d'autres catégories.

Selon la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie, la Caisse nationale de sécurité sociale a recensé 181 cas de décès ou blessures sur les lieux de travail jusqu'en décembre, dont 89 à la Société nationale industrielle et minière (SNIM). Le nombre d'accidents du travail a ainsi considérablement diminué (de 236 cas) par rapport au niveau de 2015 (417 accidents).